



## L'AFRIQUE DU NORD ET L'UNION EUROPEENNE: UN PARTENARIAT POUR LA REFORME ET LA CROISSANCE

**Compilation des résultats et des recommandations présentés lors de la conférence sur "L'Afrique du Nord et l'Union Européenne: Un Partenariat pour la Réforme et la Croissance", tenue à Casablanca le 27 septembre 2016 en coopération avec KAS Maroc et les chambres de commerce allemandes en Tunisie et au Maroc**

L'Afrique du Nord ne représente pas seulement le voisin du sud de l'Union européenne, elle est, sans doute, l'un de ses partenaires les plus importants, et vice versa. Leur relation a plusieurs facettes et vise à satisfaire les besoins des deux partenaires dans des domaines tels que la stabilité régionale, le commerce et l'investissement et les échanges culturels. En outre, l'Afrique du Nord est la frontière la plus importante avec l'Europe qui ouvre les portes vers l'Afrique subsaharienne. Cela offre un grand potentiel à l'Afrique du Nord et lui permet de participer à la croissance économique du continent, tout en ayant accès aux marchés, aux biens, au savoir-faire et aux investissements européens. De plus, l'intégration régionale des États d'Afrique du Nord représente un potentiel énorme - et pour la plupart inutilisé. Malgré ce potentiel, la croissance économique en Afrique du Nord reste faible et les négociations avec l'Union Européenne sur des liens économiques plus étroits ont été marquées par des difficultés. Ceci soulève les questions suivantes:

Quel est le potentiel de la croissance et de l'intégration économiques en Afrique du Nord et quels sont les obstacles rencontrés? A quoi pourrait ressembler le cadre nécessaire au renforcement de la croissance

économique et quel est le rôle du secteur public et du secteur privé à cet égard? Quelles priorités devraient être fixées pour les processus de réformes en cours? Quel rôle l'Union Européenne pourrait-elle jouer dans ce développement grâce à un partenariat renforcé et réformé avec ses voisins du Sud? Et à quoi pourrait ressembler ce partenariat renouvelé pour la réforme et la croissance?

Pour débattre de ces questions, le Programme Régional Dialogue Politique Sud Méditerranée de KAS a invité les représentants des chambres de commerce, des organisations économiques et des institutions académiques ainsi que des entrepreneurs et des universitaires de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie à une conférence qui a eu lieu le 27 septembre 2016 à Casablanca.

## **LA ROUTE VERS UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE**

Les pays d'Afrique du Nord possèdent un grand potentiel pour une croissance économique susceptible de favoriser leur stabilité et leur prospérité. Ces pays disposent d'une importante main-d'œuvre, composée d'une importante cohorte de jeunes. De plus, la proximité avec l'Europe ouvre des possibilités de commerce et d'investissement. Néanmoins, la situation actuelle est marquée par une croissance économique lente, des taux de chômage des jeunes élevés, une augmentation de la dette publique et une insatisfaction croissante d'une grande partie de la société du processus de réforme en cours. Les revendications pour les réformes économiques, politiques et administratives sont répandues. Cependant, il semble qu'il n'y ait pas de plan clair pour la conception et la mise en œuvre de ces réformes et qu'il y ait un manque de volonté politique. Ce document présente les quatre principaux domaines qui ont été examinés et qui représentent un potentiel pour la croissance économique et le développement et les défis respectifs auxquels ils se heurtent.

### **1. Le Capital Humain**

Le nombre élevé de jeunes et la main-d'œuvre qu'ils offrent présentent un immense potentiel pour les pays d'Afrique du Nord pour exploiter leurs capacités économiques. En même temps, cet excédent de jeunes devient un défi considérable pour la stabilité sociale et politique des pays si le secteur public et le secteur privé ne parviennent pas à intégrer ces personnes dans le marché du travail. En plus de perdre le potentiel économique de ce capital humain, ceci crée une situation de frustration chez les jeunes, pour la plupart instruits, qui se retrouvent dans de longues périodes de chômage, sous-employés ou dans le secteur informel. Les participants à la conférence ont identifié, en particulier, les lacunes des systèmes éducatifs de leurs pays comme étant la raison de ces problèmes.

Alors que le taux d'alphabétisation dans tous les pays d'Afrique du Nord et que l'accès à l'éducation - souvent jusqu'au niveau tertiaire - se sont améliorés, la qualité des institutions éducatives a été érodée durant les décennies de réformes inabouties ou mal orientées. Tandis que pour les anciennes générations, ayant un diplôme universitaire, un emploi stable et bien rémunéré dans le secteur public était pratiquement garanti, la nouvelle génération de diplômés est confrontée à une situation où le secteur public ne peut pas offrir d'emplois pour tout le monde et où leurs compétences acquises ne les qualifient pas convenablement pour un emploi dans le secteur privé. L'inadéquation entre les exigences du secteur privé et les compétences des diplômés est aggravée par le manque de services de conseil. En effet, en l'absence d'un conseil adéquat, les jeunes ont tendance à opter pour des spécialités requises traditionnellement pour les postes du secteur public, mais qui offrent peu de chances de travailler dans le secteur privé.

Du côté de la demande, une tendance croissante à la précarité de l'emploi a été observée au cours des dernières décennies. Cela comprend le développement du secteur informel ainsi que le nombre d'emplois à court terme avec des salaires très bas qui n'offrent pas de sécurité sociale. Les jeunes et les femmes représentent les groupes qui sont les plus touchés par cette situation. Il est donc important de stimuler la création d'emplois adéquats et inclusifs afin d'encourager la participation des jeunes à la main-d'œuvre et d'utiliser le capital humain disponible.

La situation montre clairement que, pour favoriser la croissance économique et assurer la paix sociale et la stabilité dans les pays d'Afrique du Nord, des réformes devront être mises en œuvre tant sur le plan de l'offre que celui de la demande. Les systèmes éducatifs devront être réformés avec la participation du secteur privé pour assurer l'employabilité des diplômés. La Corée du Sud, Singapour, ainsi que l'Allemagne ont été cités comme des exemples réussis qui ont permis cette convergence entre les compétences offertes par le système éducatif et les compétences requises par le secteur privé. De plus, le secteur privé a également un rôle important à jouer pour favoriser la compétence de la main-d'œuvre grâce à la formation des employés. Cela pourrait contribuer positivement à la qualité et à l'employabilité du capital humain. En outre, la recherche et l'innovation dans les établissements d'enseignement devraient être encouragées afin de faciliter le développement d'une économie du savoir.

Bien qu'il y ait une conscience générale de la nécessité de ces réformes, les experts ont décrit l'absence de vision et de volonté politique comme étant le principal obstacle à la mise en œuvre. Les universitaires et les représentants du secteur privé ont souligné les opportunités que ces réformes pourraient offrir et ont recommandé, plus généralement, une réforme des modèles de développement de leurs pays qui orienteront leur axe vers le développement du capital humain.

## **2. L'entrepreneuriat**

La promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes est étroitement liée à la promotion de l'innovation dans les établissements d'enseignement. Dans la situation actuelle, où le secteur public est saturé et où le nombre de jeunes envoyés au marché du travail est élevé, le secteur privé ne peut pas fournir suffisamment d'emplois pour absorber tous les diplômés et demandeurs d'emploi. L'entrepreneuriat peut, dans ce contexte, jouer un rôle important pour la création d'emplois. Actuellement, le manque d'innovation dans les établissements d'enseignement et les perceptions culturelles de l'entrepreneuriat empêchent le développement d'une culture de l'entrepreneuriat et donc des nouvelles entreprises. Des programmes qui encouragent les jeunes à développer leurs idées et qui les soutiennent dans les premières étapes de la mise en place de leurs entreprises pourraient rendre l'option d'entrepreneuriat plus réaliste.

La promotion de l'entrepreneuriat et des compétences par le biais du système éducatif devrait s'accompagner de réformes visant à créer un environnement plus propice aux petites et aux nouvelles entreprises, notamment un accès plus facile au financement et une simplification des procédures administratives. L'absence de volonté politique pour faire avancer ces réformes peut à nouveau être considérée comme un obstacle à la mise en œuvre.

## **3. La ré-industrialisation**

Parallèlement aux développements décrits ci-dessus, les économies nord-africaines ont connu au cours des dernières décennies un processus de «désindustrialisation». Alors que certains nouveaux secteurs industriels, tels que l'aéronautique et les TIC ont connu un développement positif et que le secteur pétrolier soutient - pour l'instant - les économies, la croissance a principalement été menée par le secteur tertiaire. Le pétrole porte la charge évidente de son caractère limité et ne peut donc pas être considéré comme une source durable de croissance économique - les experts ont souligné la nécessité de diversifier les économies, en particulier pour le cas de l'Algérie. Parallèlement, la croissance des nouveaux secteurs industriels n'est pas suffisamment prononcée pour contrer la «désindustrialisation» globale des économies d'Afrique du Nord.

Les experts ont donc souligné la nécessité d'une «ré-industrialisation» des économies d'Afrique du Nord afin de stimuler la production à valeur ajoutée tant pour les économies nationales que pour l'exportation. Bien qu'il semble y avoir un consensus sur cette idée, sa réalisation est beaucoup moins claire. Une question importante qui est étroitement liée à une potentielle «ré-industrialisation» est celle relative aux champions nationaux. Alors que certains plaident en faveur de certains secteurs et certaines entreprises pour qu'ils agissent en tant que moteurs

de la croissance, d'autres remettent en question la capacité des gouvernements à élaborer la stratégie nécessaire et à fixer les bonnes priorités pour la croissance économique.

#### **4. L'intégration économique régionale**

L'intégration économique régionale entre les pays d'Afrique du Nord a été examinée comme étant un autre potentiel immense - actuellement inutilisé - de croissance économique et de développement. L'Afrique du Nord demeure la région où le niveau d'intégration économique est le plus faible dans le monde, tant dans le domaine du commerce que celui de l'investissement. Étant donné les relations transfrontalières étroites et les interactions de nombreux habitants, cela semble surprenant.

Le manque de complémentarité commerciale est largement utilisé comme explication de ces faibles taux d'intégration. Si l'on ne peut pas nier que la complémentarité commerciale entre les économies d'Afrique du Nord est plus faible que dans d'autres régions, son effet d'entrave est probablement surestimé puisque même la complémentarité existante n'est pas pleinement exploitée.

D'autres explications concernent le manque de connexions infrastructurelles, la faiblesse générale de l'environnement des affaires et de l'investissement et la méfiance politique entre les pays. La relation politique conflictuelle entre l'Algérie et le Maroc en est un exemple flagrant. La fermeture des frontières entrave non seulement les échanges économiques, mais renforce également les activités illégales telles que le trafic. La faiblesse des marchés financiers, des bourses et l'absence de banques de développement sont considérées comme des obstacles supplémentaires à une intégration plus forte, en particulier en ce qui concerne les investissements.

Pour favoriser l'intégration, les États d'Afrique du Nord doivent surmonter la méfiance politique et entamer un dialogue pour échanger les bonnes pratiques et se soutenir mutuellement dans les processus de réformes nécessaires. Cela permettrait à tous les pays de gagner en efficacité, en plus d'attirer les investissements dans la région grâce à des économies d'échelle. Pour favoriser l'intégration, les experts ont suggéré une approche sectorielle. Grâce à cette approche, les secteurs ayant le plus grand potentiel de complémentarité pourraient jouer le rôle de moteurs de l'intégration. Ces efforts renouvelés d'intégration devront s'accompagner par des investissements dans l'infrastructure physique et financière pour faciliter les échanges entre les pays.

Le potentiel d'intégration économique approfondie en Afrique du Nord est là et pourrait être utilisé pour renforcer la croissance économique et le développement économique durable si la méfiance est surmontée. En outre, l'intégration régionale peut créer une position de négociation unifiée et donc renforcée pour les pays de la région vis-à-vis d'autres acteurs, comme l'Union Européenne.

#### **PARTENARIAT AVEC L'UNION EUROPÉENNE**

En tant que partenaire économique principal des pays d'Afrique du Nord, l'Union Européenne a un rôle important à jouer dans la promotion de la croissance économique et du développement dans la région. Cependant, jusqu'à présent, le partenariat reste asymétrique en raison de la nature des échanges économiques. Les pays d'Afrique du Nord exportent des produits primaires vers l'Union Européenne et importent des produits manufacturés de l'Union Européenne. Cela crée une balance commerciale négative qui est encore renforcée par les restrictions qui subsistent à l'importation de biens sur le marché de l'Union Européenne, en particulier dans le secteur agricole. Afin de favoriser un partenariat plus équitable qui permettrait un accès plus facile aux marchés de l'Union Européenne et favoriserait ainsi la croissance économique des pays d'Afrique du Nord, de nouvelles approches de partenariat sont nécessaires.

Ces nouvelles approches sont d'autant plus nécessaires que la situation actuelle est marquée par des défis transnationaux, tels que le terrorisme et la migration rendant ainsi la coopération plus importante que jamais.

Parallèlement, les experts ont discuté, de manière critique, de la capacité de l'Union Européenne à jouer son rôle de partenaire économique solide tout en faisant face à ses propres défis, tels que le conflit en Ukraine et le Brexit.

Outre les autres restrictions d'accès au marché européen, le manque d'investissements dans la région est l'un des principaux obstacles au renforcement de la croissance économique de la région. Les experts ont noté que les pays d'Afrique du Nord sont encore largement considérés comme des marchés d'exportation, mais pas comme des lieux d'investissement. La faiblesse de l'environnement des affaires est donnée comme principale raison pour cela. Sans des investissements accrus de la part des pays de l'Union Européenne, la ré-industrialisation nécessaire au Maghreb ne peut avoir lieu. Les recommandations pour surmonter le problème varient entre la création d'incitations pour les investisseurs pour investir dans des secteurs stratégiques et la conception d'une stratégie globale pour diriger les investissements directs étrangers vers des secteurs spécifiques qui promettent de soutenir au mieux la croissance économique globale.

À la lumière de ces défis, l'Union Européenne a procédé à un examen de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) en 2015. La "nouvelle" PEV devrait être davantage axée sur les besoins des pays partenaires et vise à aider à stabiliser les pays sur les plans économique, politique et social. Sur la base de cette stratégie, les négociations bilatérales avec les pays se sont de plus en plus concentrées, en particulier en ce qui concerne les accords de libre-échange complet et approfondi (ALECA). Cependant, les résultats restent mitigés; les négociations avec le Maroc ont été suspendues en mars 2016. Par ailleurs, l'accent mis sur les négociations bilatérales pourrait aller à l'encontre des autres efforts déployés par l'Union Européenne pour favoriser l'intégration économique dans la région. Il est important de trouver une approche cohérente à cet égard. En outre, les experts ont noté le manque d'appropriation des négociations avec l'Union Européenne par la population des pays d'Afrique du Nord en raison d'un sentiment de non-inclusion dans ces négociations. Ces frustrations doivent être contrées et ceci doit être inclus dans tout effort de partenariat approfondi.

Un partenariat renouvelé et approfondi entre l'Union Européenne et l'Afrique du Nord devrait donc comporter une plus grande ouverture des marchés de l'Union Européenne à ses partenaires, des investissements accrus dans la région et une approche plus cohérente pour favoriser la croissance économique à travers l'intégration économique régionale et des relations approfondies avec l'Union Européenne.



### **Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

#### **Programme Régional Dialogue Politique Sud Méditerranée**

Personne à contacter:

Dr. Canan Atilgan

Directrice

Bureau Régional Sud Méditerranée

Téléphone: +216 70 029 460

E-Mail: [canan.atilgan@kas.de](mailto:canan.atilgan@kas.de)

Traduction : Mariem Triki